

points - info

DE REPÈRES

juin 2008

BULLETIN NUMÉRIQUE ET PÉRIODIQUE DE L'IRHSES

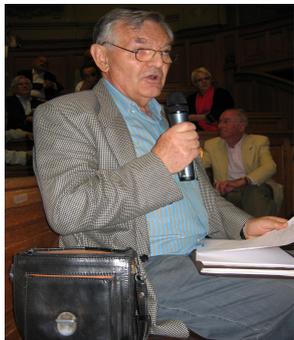
IRHSES, 46 avenue d'Ivry, 75647 Paris Cedex 13 ; Tel : 01 40 63 28 10 ; Fax : 01 40 63 28 15 et sur internet www.irhses.snes.edu ; irhses@snes.edu

Le colloque organisé par la FSU sur « Mai 68 à l'épreuve des sciences sociales » s'est tenu le 21 mai à la Sorbonne.

Trois séquences se sont succédées :

- le Chercheur et l'acteur avec Antoine Prost et Alain Geismar.
- De près et de loin avec René Bourrigaud et Patrick Silberstein.
- Comprendre mai 68, penser ses critiques avec Gérard Mauger et Serge Audier.

Plusieurs camarades de l'IRHSES ont assisté à ce colloque et certains ont pris part aux débats.



Alain Dalançon (voir p. 6), Jacques Girault et André Dellinger ont apporté des précisions dans le débat.



On reconnaît Raph Szajnfeld à côté d'André.

L'actualité de Mai-juin 68

Les colloques et initiatives diverses se poursuivent à l'occasion du 40ème anniversaire de Mai-juin 68. La FSU, le SNES et l'IRHSES y prennent toute leur part et si le colloque de la FSU à la Sorbonne n'a pas réuni un public aussi nombreux que l'on aurait pu l'espérer (en raison notamment d'un CDFN le même jour qui a retenu beaucoup de militants), il a été apprécié par les participants

Le numéro 30 de *Points de repères* envoyé avec l'*US* a été bien reçu par nombre de lecteurs qui nous l'ont fait savoir. Le prochain numéro de l'*US-MAG* comportera un dossier de 7 pages sur l'actualité de mai 68, qui complétera notre travail.

Dans ce numéro de *Points de repères-info* nous poursuivons la publication de témoignages que vous nous avez envoyé, tels quels, et qui constituent autant d'illustrations de cette période. Certains d'entre vous nous envoient des documents sur cet événement historique ou sur d'autres sujets qui enrichissent nos archives. Continuez !

Signalons par ailleurs les dossiers édités dans les revues des courants de pensée (*U&A enjeux*, *l'École émancipée*, *l'Émancipation*) sur les quels nous reviendrons. Et parmi les nombreuses initiatives sur Mai-juin 68, nous retenons l'exposition des archives départementales de la Seine-Saint-Denis, à partir des photos des correspondants du journal *l'Humanité* qui rend compte des mobilisations des salariés occupant leurs usines, versant du mouvement social trop souvent esquivé par les divers sociologues et autres philosophes qui ne voient en 1968 que la révolte étudiante. Il est temps que de véritables travaux d'historien se multiplient sur cette période riche et porteuse d'avenir. Le tome 2 de l'histoire du SNES en est un élément.

Gérard Réquigny

Toute l'équipe tient à remercier notre camarade Monique Forêt qui a fait don à l'IRHSES d'archives personnelles, notamment de toute une collection de documents concernant la guerre d'Algérie, le colonialisme et la lutte contre le racisme (journal du MRAP-Droits et libertés; bulletin du comité Maurice Audin) ainsi que de nombreux livres qui viennent enrichir notre bibliothèque.

APPEL - APPEL - APPEL - APPEL - APPEL

Nous lançons un appel à l'ensemble de nos lecteurs pour nous faire parvenir tout document concernant la Résistance enseignante et les enseignants dans la Résistance : journaux, tracts, photos, documents divers. Bien évidemment l'IRHSES prend à sa charge les frais d'envoi et de reproduction afin de vous restituer ces documents dans les meilleurs délais et en bon état.

O souvenirs, souvenirs ... ! de mon vécu en mai 68

Annette KRAKOWSKI



J'étais une jeune professeur de sciences naturelles, comme l'on dénommait alors cette discipline d'enseignement, au lycée Claude Monet à Paris dans le 13^{ème}, beau lycée, spacieux, moderne des années cinquante, une atmosphère art-déco ; il aurait pu être classé, mais cela est une autre histoire. C'était un lycée de filles où l'on ne badinait pas avec la discipline, les élèves portaient des blouses. Des souvenirs émergent, du local au national. Le SNES avait lancé à cette époque une grève, décrite comme d'habitude par certains : « encore une grève de 24 heures ». Et le tourbillon nous a emportés. A Claude Monet, la vie fut relativement calme, paisible. Nous avons pu fermer le lycée tous les soirs : je l'ai particulièrement apprécié.

... une banderole unitaire « Elèves, Parents, Profs-Unis », bricolée avec de vieux draps ...

Comme secrétaire de S1, j'ai vécu localement le mouvement, sous le double signe de la recherche de l'unité la plus large qui a débouché sur une banderole unitaire « Elèves, Parents, Profs-Unis », bricolée avec de vieux draps pour la grande manifestation du 13 mai et d'autre part, celui de l'atmosphère de travail, de dialogue constructif, notamment avec les parents d'élèves (FCPE). Ces relations cordiales, voire amicales avec la FCPE, n'étaient pas nées d'un coup de baguette magique, au jour J : elles résultaient d'un travail en profondeur, d'une collaboration fructueuse entre les militants du S1 et ceux de la FCPE.

L'ouverture au dialogue intervint comme un coup de tonnerre, la parole fut libérée entre les profs et les élèves, fait étonnamment neuf et enthousiasmant. Avec des couacs inévitables en de telles circonstances : l'ostracisme de certains profs qui soudainement se découvraient une âme de purs révolutionnaires avaient expulsé des salles de réunion des profs catalogués de droite, se retrouvant sans élèves, certains d'entre eux avaient souhaité entendre nos discussions, voire y participer. Personnellement, j'avais désapprouvé un tel comportement sectaire de certains qui nous a d'ailleurs coûté cher par la suite...

Mais nous ne maîtrisons pas tout, loin s'en faut ! Même si les militants du SNES, les plus lucides, responsables, s'efforçaient en permanence de coordonner les actions, dans un état d'esprit unitaire en évitant tout débordement irresponsable.

Quant aux élèves, je n'en ai pas gardé de souvenirs bien précis : peut-être parce que « nos filles » n'avaient pas été entraînées majoritairement par les sirènes « gauchistes », parce que nous nous étions efforcés de canaliser, autant que possible, les mouvements d'élèves extérieurs à l'établissement et de protéger les nôtres dans les manifs, peut-être aussi que certaines de nos élèves participaient à des débats plus chauds dans d'autres lycées (Rodin), ou ailleurs... (Sorbonne...).

Et la famille au cœur de tout cela ?

Nous recevions un ami américain, un monsieur tranquille relativement âgé, à la veille de la manifestation du 13 mai, dont l'organisation unitaire dans le 13^{ème} arrondissement nous avait grandement mobilisés. Le téléphone ne cessait de sonner, et comble de malchance, notre table s'est effondrée avec le traditionnel gigot du dimanche à terre ! Notre ami, non politisé, avait du mal à suivre ; on peut comprendre, il a cru que nous étions tous devenus fous.

Le jour J de la manif du 13 mai, nous partîmes en cortège du lycée à la place d'Italie, pour rejoindre ensuite les autres cortèges. Ma grand'mère Rébecca, alors âgée de 80 ans, gardait les enfants : les deux miens et d'autres encore, dont les parents étaient dans l'action. Cette ancienne émigrée juive, d'origine très pauvre, de la région d'Odessa, avec sa conscience de classe aux tripes, avait décidé de participer avec les enfants et un ou des drapeaux, au cortège local. Alors que nous « faisons la Révolution », c'était sa façon à elle, de prendre sa revanche sur tant d'oppression, de malheurs, de misère et de persécutions : elle ne savait pas lire mais partageait notre vie, elle avait senti qu'il se passait là quelque chose d'unique, de tout à fait exceptionnel ; elle rayonnait de bonheur : elle nous a quitté en 70.

Quant à notre fils, presque treize ans, élève au lycée Rodin, son histoire n'était pas la même : il regrettait de ne pas avoir son cours de latin - pourquoi le latin ? - ; qu'il a évidemment pu rattraper ultérieurement. Quant à mon époux, militant au PCF depuis des années, cadre au CEA, il a passé beaucoup de temps dans de multiples commissions, mai 68 fut également pour lui une riche expérience avec ses contradictions, ses hauts et ses bas.

A l'autre bout de la chaîne, au plan national, comme élue du SNES au CEGT et au CSEN dans le collège des agrégés, j'ai participé à des concertations diverses. Après le puissant mouvement de mai 68, grève générale, manifestations, le rapport de forces nous était favorable et la concertation à tous les niveaux avait tout son sens : ce n'était pas une coquille vide.

De nombreux responsables syndicaux ont dû écourter leurs vacances d'été alors que la fatigue accumulée était grande, pour siéger dans toutes sortes de commissions ministérielles en vue d'élaborer des textes réglementaires qui codifiaient, engrangeaient de nombreux acquis : loi d'orientation de l'enseignement supérieur, structures de gestion démocratiques dont les nouveaux conseils d'administration, les instances disciplinaires du secondaire ;

C'est ainsi que j'ai participé à l'élaboration des nouveaux projets d'horaires en 6è et 5è avec André Drubay, alors secrétaire général du SNES. Nous avons obtenu des horaires inimaginables auparavant, avec des dédoublements dans la plupart des disciplines très favorables aux élèves et aux enseignants : par exemple en français, 6 heures-élèves hebdomadaires dont 3 dédoublées: avec un emploi du temps deux classes de 6è ou 5è, un professeur certifié de lettres avait son service complet. Du jamais vu. En sciences naturelles : 2 heures-élèves hebdomadaires entièrement dédoublées permettaient de faire des travaux pratiques (TP) ... de vrais TP. Le congrès du SNES a ultérieurement entériné ces horaires : une première historique : des textes officiels anticipaient nos motions de Congrès : du jamais vu.

En attendant le bus, André Drubay et moi affinions nos positions pour les séances ultérieures de la commission. Dans la foulée, j'ai participé à la rédaction du projet d'instructions ministérielles pour la mise en œuvre « de la biologie, initiation expérimentale » en 6è et 5è (deux heures hebdomadaires en classes entièrement dédoublées), avec la participation du Doyen de l'Inspection générale de sciences naturelles, M. Campan, l'APBG étant représentée par un membre de son bureau national et le SNES.

A la section disciplinaire du CSEN, nous devons juger une trentaine d'étudiants. Ces jeunes, pour la plupart « de bonne famille », dont la fille d'une collègue de maths à Claude Monet, dame de « droite », sympathique par ailleurs, qui ne cessait de me prodiguer moult sourires, amabilités, commentaires sur sa fille. Ces petites choses de rien en disent long sur la nature humaine et les vicissitudes de l'Histoire.

A la section disciplinaire du CSEN, nous devons juger une trentaine d'étudiants.

A la suite d'une longue délibération, représentants syndicaux, membres de la haute administration de l'Education nationale, et le Président, le doyen Vedel, d'un commun accord, nous avons pensé qu'une décision d'apaisement serait la plus opportune, afin de ne pas envenimer, enflammer la situation de façon irresponsable (les votes avaient lieu à bulletin secret).

Dans la situation inédite de mai 68 et de ses suites, il fallait savoir prendre à tout moment des décisions, des initiatives rapidement, il fallait anticiper. Avec une certaine obsession des débordements gauchistes : leur dogmatisme, leurs surenchères voire de la violence, nous faisaient craindre le pire, dont l'échec du large rassemblement en cours. Ce n'était pas facile, mais exaltant : nous avions le pouvoir de faire et de gagner tant de choses.

Pour en revenir au local, j'ai participé avec le Proviseur, Madame Rose, devenue ultérieurement inspectrice générale de l'administration, à la rédaction du nouveau règlement intérieur du lycée inspiré du souffle émancipateur de mai.



Le retour de bâton

La reprise en main par les forces conservatrices, l'heure de la revanche... Déjà en plein cœur du mouvement, la réunion des partis de gauche au stade Charléty sans le Parti communiste était un mauvais présage... l'ostracisme, l'anticommunisme, le jeu des manœuvres politiciennes ont joué la division des forces de gauche...

Quand je passe devant ce stade, quand je prononce son nom, mon cœur se serre encore ! A Claude Monet, les forces de droite, préexistantes, se sont manifestées et organisées sans tarder. Les listes conservatrices de profs et de parents « autonomes » représentaient près de 50% des voix à l'élection au conseil d'administration.

Lors d'une assemblée que nous avons organisée au lycée à propos de la laïcité menacée, une violence inouïe s'est déclarée contre les responsables du SNES. Des participants hystériques voulaient nous empêcher d'intervenir, nous arracher le micro : grâce à l'intervention énergique de certains parents dont M. Tricon, responsable élu communiste, nous avons pu poursuivre la réunion. J'étais bouleversée ; le spectre des heures noires du nazisme et de la collaboration me hantait à nouveau : hier comme aujourd'hui de quel côté se situe la violence ?

Dans la Normandie profonde, en baie du mont Saint-Michel, en août 68, on faisait la queue dans l'antichambre du notaire du coin, comme chez le dentiste. La grande peur dans les campagnes profondes suscitée par le spectacle à la télé des émeutes, des barricades du quartier latin. Les braves gens voyaient déjà l'arrivée des soviets dans leur campagne paisible.

Puis la réforme Haby, dès les années 70, a rapidement grignoté, remis en cause les acquis sur les horaires d'enseignement et les dédoublements, de « réforme » en « réforme », c'est un recul dramatique, avec une attaque frontale contre le service public de l'Education nationale.

Pour nous, qui avons eu la chance unique, le bonheur, au prix d'une immense fatigue, de vivre cette période historique exaltante, inédite, comme l'un de ses maillons actifs, parmi des millions d'autres, rien dorénavant ne serait plus tout à fait comme avant.

Parmi les gages de réussite, je pense que la société était travaillée en profondeur depuis des années notamment en 67, une étincelle jaillie de l'université de Nanterre (le mouvement du 22 mars) a pu mettre le feu aux poudres. Partout à la base, dans les universités, les lycées, les entreprises, les gens, les jeunes et les moins jeunes ont forgé le mouvement, chemin faisant par leur pouvoir d'intervention, en alliant la réflexion à l'action.

La parole libérée, un souffle épique, nouveau, de liberté, la libération des mœurs, l'hypocrisie épinglée, le droit au plaisir et à l'égalité pour les femmes (avec les progrès de la biologie et de la médecine pour la contraception).

Les négociations de Grenelle sur l'augmentation substantielle des salaires, la réduction du temps de travail, les structures de concertation démocratique, le droit syndical reconnu dans les entreprises.

Nous, qui avons eu la chance unique, le bonheur de vivre cette période historique exaltante ...

Quelle image reste-t-il aujourd'hui de mai 68 dans les médias ? Déformée, certes, qui s'en étonnerait ? Tout semble se réduire à une période courte, et à très peu de personnages : ce n'est plus de l'histoire, c'est de la caricature. Il n'en resterait que trois idées force à retenir.

Le leader incontesté était Daniel Cohn Bendit, avec quelle délectation l'interroge-t-on en omettant de préciser que la plupart des dirigeants étudiants de l'époque ont changé de camp, les combats syndicaux sont minimisés, on sous estime le combat des travailleurs et les succès remportés. Le PC aurait pris le train en marche ! analyse très réductrice et simpliste ; vous avez dit « ringard ».

En parlant de « chienlit » le général de Gaulle avait-il vraiment compris la portée de l'évènement ?

Quelle outrecuidance pour ce pouvoir réactionnaire actuel mais aussi quelle force symbolique de reprendre à son compte le terme pour « le Grenelle de l'environnement » en 2007 ! Contrairement aux pseudo « vérités » assénées de la pensée unique sur « la fin de l'histoire, des idéologies », le vent de l'histoire avec ses flux et ses reflux continue de souffler. Nous en sommes partie prenante ; les événements de mai 68 ont semé dans l'imaginaire collectif des graines d'espérance en d'autres possibles, pour un monde meilleur.

Si les tenants de l'ultralibéralisme ravageur veulent définitivement refermer cette page de notre histoire, cela n'est pas anodin. Mai 68 les dérange encore et toujours. A nous de porter sur les traces de mai 68 le flambeau de l'émancipation humaine, de faire fructifier les graines de mai pour de futurs d'humanité.

Dans le prochain numéro, un témoignage de Guy Odent, secrétaire général adjoint du SNESup en 1968, sur la journée du 3 mai 1968

IRHSES

Cotisation individuelle : 20 € (soutien : 45 €)

Cotisation pour un S2 : 40 € (soutien : 80 €)

Cotisation pour un S3 : 125 € (soutien : 225 €)

Vous lisez des livres, sur 68 ou un sujet historique, envoyez-nous quelques lignes pour donner vos impressions et conseiller les adhérents de l'IRHSES.

Et n'oubliez pas que l'IRHSES c'est aussi sur internet à l'adresse www.irhses.snes.edu



René DESHAIES (1), ancien secrétaire national des PTA du SNES, ancien responsable CGT des Usines Renault d'Orléans et secrétaire départemental de la FEN du Loiret en 1968, nous envoie cette photo parue dans la "République du Centre" du 20 mai 2008. Le commentaire du journal précise qu'« en ce lundi 20 mai, la grogne s'étend à l'ensemble de la métallurgie orléanaise. Les ouvriers du bâtiment, les électriciens et les postiers se joignent au mouvement. Malichaud, John Deere, Rivierre-Casalis, Verreries Saint-Gobain, Brandt et bien d'autres usines encore sont "sous contrôle ouvrier" ».

Sur la photo d'une manifestation des syndicats et étudiants dans les rues d'Orléans, René (1) est à côté de René Garreau (2) secrétaire départemental du SNI et juste derrière André Bertendeau (3) secrétaire de l'UD-CGT.

Nous tenons à remercier les camarades qui nous ont adressé des contributions (Annette Krakowski, Jean-Jacques Kirkyacharian, Guy Odent, Gaston Fugier, Joël Besnard) et ceux qui nous ont adressé des documents (René Deshaies sur Mai 68 à Orléans et Michèle Farey sur Mai 68 à Besançon). Ces documents viendront enrichir nos archives.

Nous en profitons pour rappeler à tous ceux qui auraient encore en leur possession des tracts, affiches, photos ... de bien vouloir accepter de nous les confier. Les frais de port et de reproduction (pour ceux qui souhaiteraient les conserver) sont pris en charge par l'IRHSES.

L'automne après l'été ...
le S3 de Grenoble de 1969 à 1972
Jean-Jacques Kirkyacharian

Je ne me souviens pas bien des détails de 68 ; nous (le S3) jouissions d'un appartement très commode, au 3ème étage d'un bâtiment dont nous partagions le rez-de-chaussée avec la section départementale de la FEN. Pousseur (secrétaire académique) et moi (adjoint) avions constitué un dossier des motions adoptées par les S1 et les S2 ; Le dossier pris en bloc et lu d'un coup valait le déplacement. Malheureusement, après mon départ du S3, il y eu un déménagement, ces dossiers ont été classés « papier de brouillon » et tout est parti à la poubelle. Mais j'ai assez de mémoire politique, et je peux dire que ce qui a dominé après 68 a été « la répression », et l'action pour le réemploi des MI-SE et surtout des MA.

Il y eu un cas de révocation d'une adhérente, agrégée de lettres, fille d'un instituteur palois que connaissait Camy-Peyret, qui avait donné à étudier un livre du Dr Carpentier (sur la sexualité). Elle a été défendue par un avocat qui n'a pas voulu suivre la ligne de défense qu'on lui proposait, persuadé qu'on perdrait. La collègue m'a dit, pas mal de temps après, qu'elle avait ignoré tout ce que j'avais fait (il y en avait qui lisaient pour elle et son avocat qui ne cherchait qu'à faire des effets de manche a cependant pris l'argent du SNES).

(je suis convaincu que dans les deux cas, la décision de révocation a été prise loin de Grenoble)

Un autre cas, celui d'un SE arrêté au cours d'une bagarre entre distributeurs de tracts et qui a écopé de 3 semaines fermes. Cela se passait juste avant que ne commence le congrès de la FEN et j'ai pris la parole en urgence. Ma conclusion fut celle d'une mobilisation pratique : chaque syndiqué des S1 ou des services devait cotiser 1F par mois ; cela correspondait au salaire du révoqué, avec lequel nous avons eu des rapports excellents ; la collecte a marché terrible mais je ne sais pas si les gens auraient continué longtemps. Il nous a dit qu'il lui fallait d'abord obtenir l'accord de son organisation à savoir la Gauche prolétarienne. Trois mois plus tard nos camarades du SNESup lui ont trouvé un poste d'auxiliaire temporaire.

L'affaire des MA et des MI-SE, ce fut un peu plus tard, à la rentrée. Et là on a décidé de prendre l'initiative. A la suite d'un calcul interminable et passablement bricolé, nous avons conclu qu'il y aurait 323 postes vacants (ou 361), surtout des MA. Le directeur du service du personnel du Rectorat m'a dit que ce nombre l'avait laissé perplexe. L'essentiel était de prendre l'initiative d'une manifestation de rue, de la place où donnaient les fenêtres du SNES, en direction du

Rectorat, par les rues du centre. Il n'y a eu aucun débordement, les mots d'ordre ont été respectés. Il y avait des gens bien connus qui hésitaient à nous féliciter ...mais tous les MA ont été réemployés dans les deux mois suivants.

Intervention d'Alain DALANÇON au
colloque de la FSU :

Je n'ai pas de désaccord majeur avec ce qu'a dit Antoine Prost. Cependant j'aurai des remarques à faire sur ce qu'il n'a pas dit.

Certes, on ne peut pas tout dire mais il me semble paradoxal dans un tel colloque, organisé par l'institut de la FSU, qu'aucune allusion n'ai été faite au rôle des syndicats notamment enseignants.

D'accord pour considérer que le système éducatif français connaissait alors une véritable révolution copernicienne caractérisée notamment par le basculement du centre de gravité du 1er degré vers le 11er cycle du 2nd degré.

D'accord pour considérer que ce qu'on a appelé la rénovation pédagogique était en marche depuis des années.

Mais deux questions essentielles étaient en jeu sur lesquelles le colloque d'Amiens n'apportait pas de réponse.

C'était d'abord celle de la question : une école pour quoi faire ? Dans quel type de société ? C'est à dire ce que pouvait bien vouloir dire démocratisation, question de fond qui reste en débat aujourd'hui.

De son côté le pouvoir avait apporté une réponse, celle de la réforme Fouchet du CES, coupant le second degré en deux, avec ses filières sélectives (I, II, III) mettant au centre des débats la question de l'orientation-sélection.

L'autre question était celle du rapport qualitatif-quantitatif. Peyrefitte a d'ailleurs tenté de récupérer les conclusions du colloque d'Amiens pour avaliser l'idée selon laquelle, pour l'essentiel, les problèmes quantitatifs étaient résolus et qu'il fallait donc passer aux réformes qualitatives. On notera à cet égard une étrange correspondance entre le discours de Peyrefitte et celui de son successeur actuel Xavier Darcos.

Sur ces deux thèmes, les syndicats de la FEN, le SNI et le SNES en particulier, outre le SNUESup, avaient des revendications. Je rappelle que les deux revendications les plus populaires pour les grévistes dans les lycées et collèges ont été : 25 élèves par classe et l'amélioration de la condition enseignante par l'abaissement des maxima de service. Avant, pendant et surtout après les syndicats avaient donc des propositions.

La question la plus déterminante était celle de la formation des maîtres sur laquelle il n'y eut pas possibilité d'accord et qui reste au coeur des débats.